

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 12–14 novembre 2012

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2012/9-C/3

19 octobre 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – SOMALIE 200443

Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et amélioration de la capacité de résistance

Nombre de bénéficiaires	2 874 000
Durée de l'intervention	3 ans (2013–2015)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	498 069 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	311 675 399
Coût des transferts monétaires/bons pour le PAM	42 115 272
Coût total pour le PAM	862 886 857

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODN*: M. S. Samkange tél.: 066513-2262

Directeur du Bureau M. S. Porretti courriel: stefano.porretti@wfp.org
du PAM pour la Somalie:

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale)

RÉSUMÉ

Pour répondre aux besoins humanitaires et améliorer la capacité de résistance dans des situations de crise prolongées, il faut tirer parti des possibilités offertes et surmonter les difficultés: en Somalie, les interventions du PAM doivent être nuancées du fait des grandes variations de la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire ainsi que de l'adaptabilité, de la gouvernance et de l'insécurité. L'intervention prolongée de secours et de redressement 200443 tire parti des possibilités offertes sur le plan politique et institutionnel dans de nombreuses régions de Somalie et elle a été conçue en concertation avec le Gouvernement et les autorités locales, les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les donateurs. Elle poursuit la transition engagée dans le cadre de l'opération d'urgence 200281, entre des secours destinés à sauver des vies – essentiellement les distributions générales de vivres – et une assistance favorisant le redressement, qui permet aux communautés de mieux surmonter les épreuves.

Dans le cadre du dispositif conjoint d'amélioration de la capacité de résistance en Somalie mis au point par le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le PAM se chargera des interventions ciblées visant à remettre en état et créer des avoirs, et il coordonnera ses programmes avec ses partenaires, en fonction des variations saisonnières, afin de maximaliser les effets complémentaires. Dans le droit fil de la Conférence d'Istanbul II de 2012, le PAM étendra ses activités à d'autres domaines et participera au renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires.

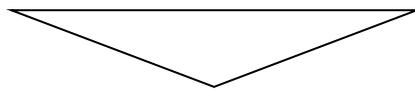
Tenant compte de la récente évaluation du portefeuille de pays, le PAM a multiplié les consultations avec les communautés, afin de mieux comprendre les facteurs saisonniers et de concevoir des programmes qui permettent aux ménages d'accroître leurs avoirs et leur capacité à résister aux chocs.

Dans le cadre de cette intervention, jusqu'à 2,9 millions de personnes bénéficieront de distributions de vivres, de transferts monétaires et de distributions de bons pendant trois ans. Les objectifs sont les suivants:

- améliorer la capacité de résistance des communautés grâce à des activités Vivres pour la création d'avoirs et au renforcement des partenariats – Objectif stratégique 2;
- rétablir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages moyennant des actions préventives et thérapeutiques, des repas scolaires et des activités Vivres pour la création d'avoirs – Objectif stratégique 3; et
- protéger les moyens de subsistance en cas de choc et pendant les périodes de vulnérabilité saisonnière, moyennant un soutien nutritionnel et des secours ciblés, selon qu'il convient – Objectif stratégique 1.

L'intervention améliorera également la capacité de faire face à la faim aiguë dans des situations de catastrophe et renforcera les moyens des ministères en vue d'un transfert ultérieur des responsabilités, ce qui répond à l'Objectif stratégique 5.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Somalie 200443, "Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et amélioration de la capacité de résistance" (WFP/EB.2/2012/9-C/3), qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION ET SCÉNARIOS

Contexte

1. La Somalie est l'un des pays les plus pauvres et les plus exposés à l'insécurité alimentaire du monde; ses indicateurs de développement sont parmi les pires¹ et elle est souvent décrite comme étant "un État qui n'a connu que des échecs"². Sur une population de 7,5 millions d'habitants³, 43 pour cent vivent avec moins de 1 dollar É.-U. par jour. Contrairement aux pays voisins, la Somalie n'est pas parvenue à investir systématiquement dans les services de base, l'agriculture et les dispositifs de protection sociale.
2. Depuis 1991, la Somalie n'a plus de gouvernement central capable d'assumer ses fonctions. La récente élection du premier président depuis 20 ans, qui dirigera un nouveau gouvernement, met un terme à la "Feuille de route pour l'achèvement de la transition"; elle est l'occasion de consolider les partenariats avec la communauté internationale et avec les diverses administrations régionales.
3. Au Somaliland et au Puntland, grâce à une plus grande stabilité et à une meilleure gouvernance, la vulnérabilité est moins importante. Les régions centrales de la Somalie subissent fréquemment de graves chocs saisonniers. Certaines zones du sud sont dotées de structures gouvernementales faibles et les moyens de subsistance y sont plus diversifiés. À Mogadiscio, la sécurité s'est améliorée, mais le contexte des interventions reste difficile.
4. Les personnes déplacées, dont le nombre est estimé à 1,4 million – l'une des plus fortes concentrations du monde^{4,5} – comprennent d'anciens éleveurs qui se tournent vers des moyens de subsistance différents, des personnes fuyant le conflit et des personnes cherchant à accéder aux services sociaux ou à bénéficier d'une aide humanitaire. Leurs besoins divers influent sur le type et l'importance des interventions humanitaires.
5. La prévalence du VIH chez les adultes est estimée à 1,2 pour cent au Somaliland, 1,0 pour cent au Puntland et 0,6 pour cent dans le centre-sud de la Somalie⁶; seuls 3 pour cent des malades ont accès à un traitement antirétroviral. L'incidence de la tuberculose est de 290/100 000, dont 160/100 000 à frottis positif⁷. D'après une étude du PAM sur la nutrition et la vulnérabilité des personnes sous thérapie antirétrovirale et des usagers tuberculeux, il faut assurer la récupération nutritionnelle de 45 pour cent des adultes bénéficiant d'un traitement⁸.

¹ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2011. *La situation des enfants dans le monde*. New York.

² Anderson, J. 2009. *Letter from Mogadishu: The Most Failed State*. The New Yorker, 14 décembre.

³ Les estimations varient entre 7,5 millions et 9,1 millions; le chiffre de 7,5 millions est celui qui est retenu dans les documents des Nations Unies.

⁴ Voir: <http://www.unhcr.org/pages/49e483ad6.html>.

⁵ Afin d'éviter un double comptage, seules les 910 000 personnes déplacées de Mogadiscio sont comptabilisées comme étant "dans une situation de crise".

⁶ Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. 2012. *Rapport d'activité sur la riposte au sida dans le monde, 2012*. Genève.

⁷ Organisation mondiale de la Santé. 2010. *Somalia Tuberculosis Profile*. Genève.

⁸ PAM. 2012. Étude nationale sur la nutrition et la vulnérabilité des personnes sous thérapie antirétrovirale et des usagers tuberculeux en Somalie (non publié).

6. Les taux de scolarisation et d'alphabétisation sont parmi les plus faibles du monde, en particulier pour les filles. Seuls 28 pour cent des enfants âgés de 6 à 12 ans vont à l'école primaire. Ce taux est de 22 pour cent dans le centre-sud de la Somalie, de 36 pour cent au Puntland et de 39 pour cent au Somaliland; les filles représentent 38 pour cent des élèves⁹.
7. Les femmes sont particulièrement vulnérables face à l'insécurité alimentaire¹⁰, et le nombre de cas de violence sexuelle ou sexiste a augmenté¹¹. Les enfants courent le risque d'être recrutés comme soldats ou manœuvres, et d'être blessés par des mines.

Sécurité alimentaire et nutrition

⇒ Nutrition

8. La situation en matière de santé et de nutrition est extrêmement préoccupante. Le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans est de 180/1 000¹² et la mortalité maternelle atteint 1 400/100 000. La prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans reste supérieure à 17 pour cent; le chiffre correspondant pour la malnutrition aiguë grave est de 4,7 pour cent¹³. On compte toujours entre 50 000 et 85 000 femmes enceintes et mères allaitantes qui souffrent de malnutrition aiguë. Les chiffres records de la malnutrition aiguë enregistrés en 2008 et en 2011 ont mis en évidence combien l'insécurité alimentaire aggravait la vulnérabilité sur le plan nutritionnel.
9. La prévalence des retards de croissance est de 15 pour cent à l'échelle nationale¹⁴, avec de fortes disparités¹⁵ et un taux d'accroissement qui est peut-être le plus élevé au monde¹⁶. Les carences en micronutriments posent un grave problème: 33 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 54 pour cent des femmes en âge de procréer souffrent d'une carence en vitamine A; ces chiffres sont respectivement de 59 pour cent et de 42 pour cent pour les carences en fer¹³.
10. Les mauvaises pratiques d'alimentation sont généralisées: 5 pour cent des nourrissons de moins de 6 mois sont nourris exclusivement au sein, et 27 pour cent sont allaités sans interruption jusqu'à 24 mois. La plupart des enfants sont sevrés et nourris avec des aliments à base de plantes à l'âge de 3 ou 4 mois, en particulier dans les communautés des zones fluviales et agro-pastorales où le lait est rare.

⁹ Enquête de l'UNICEF sur les écoles primaires en Somalie 2006–2007. Disponible à l'adresse: www.unicef.org/somalia/children_87.html.

¹⁰ Penney, A. 2008. *Identification of a Livelihood Strategy and Programme to address Underlying Causes of Food Insecurity in Somalia*. Groupe Soges et Union européenne. Disponible à l'adresse: http://eeas.europa.eu/delegations/somalia/documents/more_info/eu_strategy_linking_relief_rehabilitation_and_development_en.pdf.

¹¹ Réseau de suivi de la protection du Comité permanent interorganisations, août 2011; Module de la protection (Somalie), janvier 2012.

¹² Se reporter au lien: <http://data.worldbank.org/indicator/SH.DYN.MORT>.

¹³ Méta-analyse des données nutritionnelles du Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Non publié.

¹⁴ Se reporter à: Somalia National Micronutrient Study. Disponible à l'adresse: <http://www.fsnau.org>.

¹⁵ Se reporter à: FSNAU post-deyr nutrition analysis technical report 2011/12. Disponible à l'adresse: <http://www.fsnau.org>.

¹⁶ Save the Children. 2012. *State of the world's mothers 2012: Nutrition in the first 1,000 days*. Disponible à l'adresse: www.savethechildren.ca/document.doc?id=195.

11. La Somalie a traversé des crises alimentaires et nutritionnelles en 1991/92, 2006, 2008 et 2011. Chaque année, de nombreuses personnes se trouvent en difficulté pendant la période de soudure. Parmi les facteurs influant sur la sécurité alimentaire figurent: i) la sécheresse, qui limite l'accès des ménages à la nourriture; ii) les conflits, notamment les différends au sujet des ressources, qui entraînent des déplacements; iii) l'absence de gouvernance ou de filets de sécurité sociale qui empêcheraient les ménages d'adopter des mécanismes de survie extrêmes; iv) la dégradation des terres; et v) les inondations.

⇒ *Climat*

12. Le climat est aride et semi-aride. Les saisons sont les suivantes: i) la saison sèche *jilaal* de janvier à mars, qui est généralement la période la plus difficile; ii) la saison des pluies *gu* d'avril à juin; iii) la saison sèche *hagaa* de juillet à septembre; et iv) la saison des pluies *deyr* d'octobre à décembre. La sécurité alimentaire et nutritionnelle varie habituellement selon les saisons, des aggravations étant enregistrées pendant les saisons *jilaal* et *hagaa*¹⁷. Pendant les périodes de soudure, les termes de l'échange sont défavorables car les prix des denrées alimentaires augmentent tandis que la productivité baisse, et les ménages pauvres manquent de nourriture.
13. L'analyse des tendances met en évidence l'incidence des épisodes de sécheresse et des précipitations insuffisantes: chaque saison, 1,2 million de ruraux et 540 000 personnes vivant en milieu urbain¹⁸ se trouvent dans une situation "de crise" ou "d'urgence". Dans les zones d'intervention du PAM, ces chiffres sont de 500 000 en milieu rural et 300 000 en milieu urbain¹⁹.

⇒ *Moyens de subsistance*

14. Les principaux moyens de subsistance sont le pastoralisme et l'agro-pastoralisme. Certaines personnes pratiquent une agriculture sédentaire et ont des liens avec la population urbaine; la pêche reste une activité minoritaire. Le commerce prédomine dans les villes. Pour leur survie, les Somaliens comptent essentiellement sur les capacités des individus, des ménages et des communautés car il n'existe aucun dispositif public de protection sociale et rares sont les stratégies d'aide humanitaire, de développement ou d'investissement qui s'attaquent aux causes de la crise. Les stratégies de survie se sont affaiblies, et les plus démunis ne surmontent pas certains chocs.
15. Les migrations pastorales sont variables, car l'insuffisance des précipitations peut contraindre à des déplacements plus importants. Lorsque des pâturages et de l'eau sont disponibles, les femmes et les enfants conduisent leurs troupeaux d'ovins et de caprins près de chez eux tandis que les hommes s'occupent des camélidés et des bovins. Pendant les périodes de sèche, les hommes, les grands enfants et quelques femmes s'éloignent davantage. Après une année de sécheresse, certains membres du ménage émigrent pendant des semaines, voire des mois, laissant les plus vulnérables à la maison avec quelques animaux. La quantité de viande et de lait disponible diminue fortement pendant les saisons sèches, ce qui a un effet préjudiciable sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

¹⁷ Évaluation de la sécurité alimentaire au Somaliland, PAM 2007; Évaluation de la sécurité alimentaire au Puntland, PAM 2008; Évaluation de la sécurité alimentaire dans la région centrale, PAM 2011.

¹⁸ Correspondant à une population de plus de 5 000 personnes; les données sur les populations urbaines ne sont disponibles que pour les quatre dernières années.

¹⁹ PAM. 2012. Analyse de l'évolution de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Somalie.

⇒ Agriculture

16. Depuis 2007, la production locale n'a couvert que 22 pour cent¹⁵ des besoins en céréales; les besoins vivriers nationaux sont en grande partie couverts par les importations et l'aide alimentaires. D'après des évaluations récentes, 25 pour cent de la population auraient un accès insuffisant à la nourriture²⁰.
17. La production agricole est concentrée dans les régions du sud et du centre le long des rivières Djouba et Chébéli, et dans les zones de cultures pluviales de Bay et Bakool. Dans le nord, les grandes zones de production sont les districts de Boroma et de Gebiley. Les principales récoltes sont la récolte *deyr* en janvier/février et la récolte *gu* en juillet; les cultures de contre-saison sont pratiquées dans certaines parties des zones fluviales et agro-pastorales.

⇒ Marchés

18. Les prix des denrées alimentaires et des objets ménagers ont fortement augmenté depuis 2008, en raison de la flambée des cours des céréales et des carburants à l'échelle mondiale²¹, et ils sont encore soumis à des fluctuations²².
19. D'après les analyses du PAM²³, les bons ou les transferts monétaires conviendraient dans de nombreuses régions où les marchés fonctionnent bien, notamment dans le Somaliland et le Puntland. La région centrale de la Somalie est tributaire des importations et de la production excédentaire provenant du sud, où la production agricole est irrégulière. Du fait de ces fluctuations des approvisionnements vivriers et des conditions du marché, auxquelles s'ajoutent les problèmes de sécurité, les vivres sont une modalité de transfert mieux adaptée si l'on veut garantir aux ménages du centre de la Somalie un accès à la nourriture pratiquement en toute saison. L'intervention humanitaire de 2011, lors de la famine, a montré que les transferts monétaires et les bons étaient des options viables pour le sud; toutefois, il est nécessaire de soutenir énergiquement les marchés du côté de l'offre.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

20. Au Somaliland et au Puntland, les autorités mettent en place leurs institutions et leurs communautés. Le Somaliland est doté d'un plan de développement national (2012–2016) portant sur les questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que sur l'infrastructure et la gouvernance. Le Puntland prépare actuellement son prochain plan quinquennal en se fondant sur un plan de développement régional. Les autorités de la région centrale de la Somalie et des zones frontalières manquent généralement de ressources.

²⁰ Une importante proportion de cette population est formée de personnes déplacées tributaires d'une assistance extérieure.

²¹ La hausse des prix du riz importé et des céréales locales au cours du premier semestre de 2008 a été comprise entre 200 pour cent et 400 pour cent; d'autres augmentations en 2011 ont aggravé la famine.

²² Analyse des marchés par le Bureau du PAM pour la Somalie, 2011.

²³ Analyse du marché des transferts monétaires et des bons au Somaliland et au Puntland, mars 2012; évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition par le Bureau du PAM pour la Somalie, août 2011; conditions de l'offre et du marché des produits alimentaires du PAM dans le sud de la Somalie, novembre 2011 (documents non publiés, disponibles sur demande).

21. Le PAM a collaboré avec le Ministère de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé et le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FSNAU) pour la Somalie, en vue de mettre au point la stratégie nutritionnelle nationale; celle-ci a été approuvée en 2011 par le Gouvernement fédéral de transition et les autorités sanitaires du Somaliland et du Puntland. Les éléments importants sont: i) l'accès et le recours aux services qui luttent contre la malnutrition chez les enfants et les femmes, prévoyant notamment des activités de prévention et un traitement fondé sur l'alimentation; ii) la multiplication des activités de déparasitage et d'apport de micronutriments; et iii) le renforcement des capacités locales en matière d'interventions nutritionnelles.
22. Le Ministère de l'éducation du Somaliland met actuellement au point une stratégie en matière d'éducation qui prévoit des repas scolaires. Le PAM a appuyé la création d'unités chargées de l'alimentation scolaire au Somaliland et au Puntland qui assureront la qualité, l'uniformité et la supervision.
23. Pour compléter les dispositions actuelles, le PAM effectue des examens annuels de la stratégie avec ses homologues du gouvernement en vue de définir les priorités et les solutions, alimentaires ou non.

Politiques, capacités et actions des autres principaux intervenants

24. La Stratégie des Nations Unies pour l'aide à la Somalie (2011–2015) fixe trois priorités: i) les services sociaux; ii) la réduction de la pauvreté et les moyens de subsistance; et iii) la bonne gouvernance et la sécurité.
25. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNICEF et le PAM ont mis au point une stratégie conjointe pour améliorer la capacité de résistance, qui prévoit une harmonisation de leurs opérations visant à réduire la vulnérabilité des communautés face aux chocs. Cette stratégie donne suite à des initiatives telles que l'atelier régional de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et la Conférence d'Istanbul II sur la Somalie de 2012.
26. La stratégie, qui tient compte du souhait des donateurs de relever le seuil appliqué pour l'aide d'urgence, garantit que les interventions visent à résoudre des problèmes à longue échéance sans recourir à des mesures d'urgence. L'ensemble des activités d'assistance destinées aux communautés favoriseront l'amélioration et la diversification des moyens de subsistance, et la mise en place de services de base et de filets de sécurité fiables, qui permettront aux ménages de réduire leur dépendance à l'égard de l'aide d'urgence.
27. Les interventions fondées sur le marché recueillent l'approbation générale. De nombreux organismes utilisent les bons et les transferts monétaires, et des organisations non gouvernementales (ONG) ont constitué un groupe de suivi des transferts monétaires et des bons, placé sous la conduite de l'Institut britannique de développement outre-mer; l'UNICEF dirige une évaluation des programmes faisant intervenir des espèces. L'évaluation par le PAM de son dispositif de distribution de bons a fait apparaître une amélioration des scores de consommation alimentaire, de la diversité de l'alimentation et de la satisfaction des bénéficiaires par rapport à l'assistance en nature. Le succès du projet indique que les méthodes fondées sur le marché sont appropriées et pourraient être reproduites à plus grande échelle.

Coordination

28. Le PAM et la FAO dirigent conjointement le module de la sécurité alimentaire, dont la coordination est essentielle pour harmoniser les transferts de produits alimentaires, d'espèces et de bons. Les partenaires échangent des informations sur les activités faisant intervenir transferts monétaires et bons et leur expérience en la matière dans le cadre du module de la sécurité alimentaire, afin de déterminer les priorités et d'éviter une répétition des mêmes activités. Le PAM coordonne également ses activités au niveau bilatéral avec les institutions qui mettent elles aussi en œuvre des activités faisant appel aux espèces et aux bons. Il dirige en outre le module de la logistique et joue un rôle actif dans les modules de la nutrition et de l'éducation.
29. Le PAM représente les Nations Unies au sein du Comité du secteur sanitaire et il fait partie de l'équipe conjointe des Nations Unies sur le sida; il participe aux réunions trimestrielles des groupes de travail chargés des questions touchant le VIH et la tuberculose.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

30. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200443 a pour objectifs d'améliorer la capacité de résistance des communautés et des ménages victimes de chocs répétés, et de garantir que le PAM peut continuer de sauver des vies dans les situations d'urgence et de protéger les moyens de subsistance.
31. Conformément aux Objectifs stratégiques 1, 2, 3 et 5²⁴ et à la stratégie régionale pour l'Afrique orientale et centrale, le PAM axera ses activités sur les pasteurs vulnérables, les agro-pastoralistes, les personnes déplacées et les populations urbaines pauvres:
- en améliorant la capacité de résistance des communautés vulnérables à moyen et à long termes grâce à des activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA) et des actions complémentaires, moyennant une plus grande collaboration avec les parties prenantes;
 - en rétablissant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages victimes de chocs grâce à des activités nutritionnelles, aux repas scolaires et aux activités VCA; et
 - en protégeant les moyens de subsistance dans les situations de choc et de vulnérabilité saisonnière grâce à un soutien nutritionnel et à des secours ciblés, selon qu'il convient.

Les effets directs et les produits spécifiques de l'IPSR sont indiqués dans le cadre logique qui figure à l'annexe II.

32. Le PAM et ses partenaires visent à renforcer les dispositifs des gouvernements et des autorités locales et leurs capacités, afin qu'ils puissent se préparer aux situations de faim aiguë provoquées par des catastrophes, les évaluer et réagir en conséquence. Le Programme continuera à développer au sein des ministères de contrepartie les capacités opérationnelles nécessaires à la planification, la supervision et l'exécution des activités dans les domaines de la santé, la nutrition et l'éducation.

²⁴ Objectifs stratégiques: 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; 3 - Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition; et 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour en matière de sécurité alimentaire

33. Pendant longtemps, le contexte de l'action humanitaire a été dominé par les situations d'urgence. Depuis 2009, les opérations d'urgence du PAM ont remédié au problème de la faim et à l'insécurité alimentaire en répondant aux besoins urgents des populations les plus vulnérables et en intégrant des éléments de redressement précoce aux activités d'urgence.
34. L'évaluation récente du portefeuille de pays portant sur les opérations menées par le PAM de 2006 à 2010 a mis en évidence plusieurs faits nouveaux positifs: i) la réorientation des stratégies, des distributions générales de vivres vers des interventions ciblées; et ii) l'élaboration de stratégies dans des domaines bien précis en collaboration avec les autorités et la participation à leurs côtés à l'analyse des interventions.
35. Dans le cadre de l'opération d'urgence 200281, le PAM a eu recours au transfert de bons au Somaliland. Il est ressorti de l'évaluation que les bénéficiaires avaient eu accès à un assortiment alimentaire plus varié et que leur apport calorique avait été plus important avec les bons qu'avec une assistance en nature. Ils avaient été plus satisfaits ainsi qu'en témoignait le fait que les ménages avaient utilisé quasiment la valeur totale du transfert, alors que dans le cas des transferts en nature, une partie des vivres était vendue pour faire face à d'autres priorités. S'il est vrai que cette formule n'est pas applicable dans l'ensemble du pays, le succès du projet montre que les méthodes fondées sur le marché sont appropriées et pourraient être reproduites à plus grande échelle.
36. Début 2010, le PAM a été contraint de réduire ses activités dans le sud après s'être retiré des zones d'intervention en raison du harcèlement et de l'obstruction d'Al-Chabab, groupe qui a fini par interdire ses opérations; en novembre 2011, 16 autres organisations ont fait l'objet d'une interdiction. Fin 2011 et début 2012, le PAM a pu apporter une assistance dans certaines zones du sud.

Grands axes de la stratégie

37. Un changement de paradigme est indispensable pour faire face à la crise prolongée qui sévit en Somalie. Compte tenu de l'amélioration de la situation politique, du renforcement récent des partenariats et des capacités, et de l'intérêt manifesté par les donateurs pour une ligne de conduite à long terme, le PAM s'attache principalement à permettre aux communautés de faire face aux crises, en mettant l'accent sur les partenariats avec la FAO, l'UNICEF et les autorités locales.
38. Dans le cadre de la réorientation des activités vers le renforcement des capacités de survie des communautés, on tiendra compte des différences concernant les contextes régionaux et les moyens de subsistance, le degré de stabilité et les pénuries alimentaires saisonnières, ainsi que des capacités des communautés, des partenaires coopérants et des collectivités locales. En collaboration avec ses partenaires, le PAM s'emploiera à réduire les besoins en secours d'urgence, et il associera secours et activités productives (comme cela est expliqué plus en détail au paragraphe 57).
39. Le PAM, la FAO et l'UNICEF harmonisent leurs opérations en vue d'améliorer la production vivrière, de garantir que des services de base sont disponibles et de favoriser la mise en place de dispositifs de protection sociale. Il faudra pour ce faire prévoir des évaluations et des consultations au sein des communautés, ainsi qu'un ensemble de mesures d'assistance planifiables mises en œuvre sur trois ans.

40. La collaboration avec la FAO est fondamentale pour ce qui est de l'analyse de la sécurité alimentaire et des activités relatives aux moyens de subsistance. Le PAM met à disposition ses compétences techniques en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, dans le cadre de l'analyse saisonnière de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisée par la FAO et le FSNAU. Le suivi de la sécurité alimentaire est assuré conjointement, en particulier à Mogadiscio, et les données sur les marchés sont partagées. Les interventions Espèces pour la création d'avoires (ECA) et VCA du PAM seront coordonnées avec les interventions de la FAO visant à diversifier les moyens de subsistance, accroître la productivité des ménages et améliorer l'accès aux marchés.
41. La collaboration avec l'UNICEF est également importante: les repas scolaires qu'assure le PAM et ses programmes nutritionnels préventifs complètent le soutien apporté par l'UNICEF aux services analogues fournis par les autorités chargées de la santé et de l'éducation. S'agissant des programmes de soins nutritionnels, le PAM et l'UNICEF garantissent la coordination des traitements de la malnutrition aiguë modérée et grave et la fourniture de micronutriments sous forme de compléments alimentaires, de produits de déparasitage et de savon.
42. Les secours resteront une composante importante de l'IPSR 200443, mais le PAM continuera de prévoir à l'avance des programmes assortis de conditions, ayant pour objet de faire face aux pénuries alimentaires saisonnières et aux besoins humanitaires projetés.

Amélioration de la capacité de résistance

43. La FAO, l'UNICEF et le PAM définissent la capacité de résistance, ou résilience, comme l'aptitude à anticiper, résister, absorber et récupérer dans les meilleurs délais et avec efficacité en cas de pressions extérieures et de chocs, d'une manière qui préserve l'intégrité et n'aggrave pas la vulnérabilité. Elle englobe l'aptitude à résister aux menaces et l'aptitude à s'adapter à des solutions nouvelles dans des situations de crise²⁵.
44. Les activités auront pour objet de remédier aux facteurs de vulnérabilité à moyen et à long terme des groupes exposés aux chocs. Les activités ECA et VCA seront mises en œuvre dans le cadre de partenariats avec les communautés, en association avec des activités visant à renforcer la capacité communautaire de résistance aux menaces et d'adaptation en cas de choc. Ces interventions permettront d'augmenter les avoires détenus par les communautés et les ménages, réduisant ainsi leur dépendance à l'égard des secours d'urgence.
45. Le Somaliland et le Puntland, qui sont stables et ne connaissent pas de problèmes d'accès, offrent les conditions les plus favorables; la possibilité de mener ces activités dans les régions du sud et du centre sera également étudiée.
46. Des consultations auprès des communautés permettront de mettre en évidence les facteurs de vulnérabilité, les besoins saisonniers et les possibilités de mener des actions complémentaires de celles d'autres parties prenantes, en vue d'assurer la viabilité à long terme. Les interventions telles que la collecte de l'eau, la production fourragère et la stabilisation des sols seront axées sur les ménages, afin d'atténuer les effets de l'insécurité alimentaire saisonnière et de protéger les moyens de subsistance. Des activités le long des routes de transhumance seront également envisagées.

²⁵ FAO/UNICEF/PAM Somalie. 2012. *Somalia: A Resilience Strategy*. Document d'information générale destiné à la Conférence d'Istanbul II sur la Somalie.

47. Des capacités techniques et un engagement à moyen terme étant indispensables, ces approches exigent des garanties de stabilité et des partenaires expérimentés. Lorsque les services de santé, de nutrition, d'éducation et de protection sociale sont assurés par le PAM ou ses partenaires, les activités ECA et VCA peuvent être intégrées aux plans communautaires afin d'en garantir l'efficacité. Cela concerne notamment les zones où la stratégie de la FAO, de l'UNICEF et du PAM en matière de résilience est mise en œuvre; afin d'élargir cette approche pendant la durée de l'IPSR 200443, des districts se trouvant dans des zones caractérisées par des moyens de subsistance différents seront tout d'abord sélectionnés. Un cadre commun de résultats est en cours d'élaboration; l'évaluation et les consultations au sein des communautés commenceront avant le quatrième trimestre de 2012.

Appui au redressement et filets de sécurité prévus

48. Lorsqu'il existe des capacités techniques et institutionnelles et des possibilités de partenariat, des activités ECA et VCA seront mises en œuvre de manière à: i) appuyer le redressement et protéger les moyens de subsistance en remettant en état les avoirs des ménages et des communautés mis à mal par les chocs; et ii) préparer et nouer des partenariats en vue de passer à des activités de réduction des risques de catastrophe.
49. Mettant à profit ses programmes de nutrition, ses méthodes et ses partenariats existants, le PAM s'emploiera à traiter et prévenir la malnutrition aiguë modérée, et à remédier aux carences des groupes cibles en micronutriments, et il veillera à ce que les autres activités prennent en compte les questions nutritionnelles.
50. Pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée, une large place sera faite aux partenariats, en particulier avec l'UNICEF, les autorités locales et les communautés, afin de renforcer le caractère complémentaire des interventions nutritionnelles du PAM. Le programme de supplémentation alimentaire ciblée sera mis en œuvre dans des structures fixes et itinérantes afin d'élargir sa couverture. Les vulgarisateurs chercheront à atteindre le plus de personnes possible et à les sensibiliser aux pratiques communautaires. Le programme sera mis en œuvre dans toutes les zones d'intervention, en insistant sur les régions du sud et du centre.
51. Les mesures ci-après seront prises aux fins de prévenir la malnutrition aiguë modérée:
- Lorsque la malnutrition aiguë globale varie selon les saisons et que l'accès aux services sanitaires est insuffisant, une supplémentation alimentaire généralisée saisonnière sera assurée au profit des communautés, en donnant la priorité aux camps de personnes déplacées et aux zones rurales vulnérables afin d'éviter toute dégradation de l'état nutritionnel.
 - Au Somaliland et au Puntland, les dispensaires de santé maternelle et infantile (SMI) fonctionnent et la prévalence de la malnutrition aiguë globale est stable, mais il est toutefois nécessaire d'intervenir. Des services nutritionnels préventifs fondés sur l'alimentation seront intégrés à un ensemble de soins prénatals et postnatals, afin de prévenir la malnutrition et de favoriser le recours aux services de santé pendant les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant.
52. Ces mesures préventives compléteront les traitements; un système d'orientation réduira le risque de chevauchement et garantira un accès suivi aux soins pour les enfants plus âgés, les femmes enceintes et les mères allaitantes. Pour parachever l'intégration des services de santé et de nutrition dans le nord, une ration sera distribuée ponctuellement à titre d'incitation aux mères qui accouchent sous surveillance médicale, afin de favoriser le bon déroulement des grossesses et les accouchements sans risques.

53. Dans toutes les zones d'intervention, les méthodes de soins et de traitement appliquées dans les dispensaires spécialisés dans la prise en charge du VIH et de la tuberculose comprendront une composante d'aliments sur ordonnance, destinée aux personnes sous thérapie antirétrovirale et aux tuberculeux souffrant de malnutrition aiguë. Celle-ci sera complétée par des rations familiales mensuelles visant à protéger la sécurité alimentaire des ménages.
54. Dans les écoles primaires, le PAM distribuera deux repas cuisinés par jour dans les zones fortement exposées à l'insécurité alimentaire dotées de systèmes éducatifs qui fonctionnent, afin de compenser les dépenses afférentes à la scolarité, en particulier pendant les périodes de soudure où les enfants risqueraient de migrer avec le bétail. Des mesures d'incitation, sous forme d'espèces ou de vivres, seront prévues pour les filles qui iront en classe pendant au moins 80 pour cent des jours d'école chaque mois. Les partenariats avec les ministères de l'éducation et avec l'UNICEF seront renforcés afin de garantir la fourniture de services complémentaires et l'amélioration de la qualité de l'éducation.
55. L'alimentation scolaire sera concentrée dans le Somaliland et le Puntland et dans la région du centre-sud, compte tenu du degré de participation des autorités chargées de l'éducation et d'autres parties prenantes. En raison des difficultés d'accès dans les zones limitrophes de l'Éthiopie et du Kenya, des collations seront distribuées dans les écoles, mais elles seront progressivement remplacées par des repas cuisinés.
56. Les secours varieront selon l'évolution de la sécurité alimentaire à long terme, les besoins saisonniers, les considérations géographiques et le calendrier, et le volume de l'assistance apportée par le PAM ou par d'autres intervenants dans chaque district. Le cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC), et les données découlant de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité et des systèmes d'alerte rapide seront des éléments déterminants pour le déclenchement des interventions. Selon la fréquence et la gravité des crises et la situation saisonnière dans chaque district, une ration représentant 80 pour cent ou 55 pour cent des besoins énergétiques sera fournie pendant trois ou six mois. Le centre de la Somalie, Mogadiscio et les zones frontalières sont sujettes aux crises et sont donc susceptibles d'avoir besoin de secours.
57. Les secours, destinés à des groupes exposés à une grave insécurité alimentaire, seront distribués par le biais d'activités VCA ou sous la forme de rations familiales liées à des activités telles que les programmes de supplémentation alimentaire ciblée. Les activités VCA menées dans le cadre de secours, qui permettent un accès immédiat aux vivres, nécessiteront pour la plupart des compétences techniques limitées. Lorsque les capacités des partenaires laissent à désirer, que les infrastructures sont insuffisantes ou que les besoins sont importants pendant une mauvaise saison, des distributions générales de vivres seront organisées; à Mogadiscio, des repas cuisinés seront distribués. Ces modalités tiennent compte des difficultés présentées par les distributions de secours, en garantissant un certain degré d'auto-ciblage ou de ciblage objectif par le biais du programme de supplémentation alimentaire ciblée.
58. Si le PAM a de nouveau accès au sud de la Somalie, il y appliquera les mêmes méthodes. Les modalités les plus appropriées pour répondre aux besoins dans les zones qui sont actuellement inaccessibles seront déterminées en fonction de la situation humanitaire, sociale et politique et des conditions de sécurité.

Modalités de transfert

59. La fourniture de vivres restera la principale modalité de transfert: il a été établi qu'elle constituait la solution la plus économique et la plus appropriée dans les zones où les marchés fonctionnaient mal, ou lorsqu'elle était le moyen le plus efficace d'atteindre les objectifs des programmes, tels que l'amélioration de l'état nutritionnel.
60. Le PAM a recensé 18 districts, principalement dans le nord, où les bons ou les transferts monétaires conviennent mieux qu'une assistance en nature; ils présentent en effet certains avantages, s'agissant notamment de laisser aux bénéficiaires la possibilité de choisir, d'améliorer la diversité du régime alimentaire et de stimuler les marchés. Les bons ou les transferts monétaires seront introduits progressivement pour atteindre au total une proportion de bénéficiaires estimée à 13 pour cent. Les bons seront utilisés pour appuyer la création d'avoirs et dans le cadre de la distribution de rations familiales au titre du programme de supplémentation alimentaire ciblée, ainsi que des programmes relatifs au VIH et à la tuberculose. S'il y a lieu, la mesure destinée à encourager la fréquentation scolaire des filles prendra la forme d'un transfert monétaire effectué en faveur des mères et devant servir à acheter de la nourriture.
61. En raison des incertitudes entourant les effets directs obtenus dans le cadre d'un projet grâce aux transferts monétaires, cette modalité sera mise à l'essai sur une petite échelle, sous forme essentiellement de mesure d'incitation. Les effets directs seront comparés à ceux obtenus avec des bons: si les transferts monétaires permettent d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire d'une manière économique, leur utilisation pourra être étendue. Le PAM a mis au point des dispositifs de distribution et de vérification qui réduisent les risques de détournement. Il surveillera les marchés afin de veiller à ce que les fournisseurs s'acquittent de leurs obligations et que les bénéficiaires obtiennent les articles prévus. Des dispositions ont été prises pour modifier les modalités de transfert si nécessaire.

Stratégie de transfert des responsabilités

62. En réduisant les besoins saisonniers, l'IPSR 200443 permettra de limiter les interventions humanitaires prévisibles, ce qui est particulièrement important en Somalie où, faute d'institutions adéquates, le nombre d'activités susceptibles d'être transférées aux communautés est restreint.
63. Il est prévu dans le cadre de l'IPSR de renforcer les capacités des autorités locales et des partenaires afin qu'ils puissent faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM développera les capacités des ministères de la santé et de l'éducation du Somaliland et du Puntland, moyennant des activités de formation, le financement de postes, des missions de suivi et un concours technique, et grâce à la fourniture de matériel. L'appui apporté précédemment a fait évoluer le rôle joué par les ministères: d'abord partenaires d'exécution, ils prêtent maintenant leur concours pour l'élaboration des stratégies et l'amélioration de la supervision et de la planification. Le PAM s'emploiera à accroître la prise en main par les acteurs nationaux des solutions au problème de la faim grâce à l'organisation de consultations sur la conception des projets et à la mise en place de moyens communs.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

64. L'analyse de dix cadres intégrés de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire²⁶ sur les cinq dernières années a permis de recenser les moyens de subsistance et les districts qui se trouvent systématiquement dans des situations "de crise" ou "d'urgence", et ceux qui sont moins sujets aux chocs.
65. Les données sur les moyens de subsistance, l'utilisation et la dégradation des terres, la densité de population, la végétation et les précipitations sont utilisées afin de mettre en évidence les possibilités qui s'offrent pour ce qui est des programmes. Les régions qui sont le plus fréquemment touchées par des crises sont les suivantes: Gedo, Moyen-Djouba, Bas-Chébéli et Moyen-Chébéli. Les zones agro-pastorales de la région de Bay sont exposées à l'insécurité nutritionnelle, mais pas à l'insécurité alimentaire.
66. En utilisant l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité et les évaluations semestrielles effectuées par le FSNAU, le PAM et les parties prenantes évaluent chaque district de chaque zone de subsistance, en se fondant sur les indicateurs suivants: malnutrition, mortalité, morbidité, disponibilité et accessibilité des vivres, diversité du régime alimentaire, stratégies de survie, accès à l'eau, insécurité, déplacements, problématique hommes-femmes et avoirs relatifs aux moyens d'existence. En analysant les tendances, le PAM met en évidence les variations de l'insécurité alimentaire, ce qui lui permet d'améliorer le ciblage. Il a créé une base de données à l'échelle villageoise se rapportant aux populations et aux indicateurs de vulnérabilité d'ordre politique et socio-économique tels que les moyens de subsistance, la présence de personnes déplacées, l'accès à l'eau, les écoles et les hôpitaux, et le nombre de bénéficiaires de la supplémentation alimentaire ciblée.
67. La prévalence de la malnutrition aiguë globale étant élevée, le traitement de la malnutrition aiguë modérée par le biais du programme de supplémentation alimentaire ciblée sera mis en œuvre dans toutes les zones. Les enfants âgés de 6 à 59 mois qui souffrent de malnutrition modérée et les femmes enceintes et les mères allaitantes atteintes de malnutrition aiguë pourront en bénéficier. La prise en charge et la sortie du programme seront fondées sur des critères anthropométriques, la durée maximale du traitement étant de quatre mois.
68. Afin de prévenir la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 36 mois, la supplémentation alimentaire généralisée saisonnière sera assurée pendant les saisons sèches *jilaal* et *hagaa* dans les zones exposées à la malnutrition.
69. Des mesures visant à prévenir la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 23 mois et chez les femmes enceintes et les mères allaitantes seront prises dans les dispensaires de santé maternelle et infantile, en insistant sur les villes et les zones voisines. Les femmes qui accouchent sous surveillance médicale recevront ponctuellement une ration familiale, afin de favoriser le bon déroulement des grossesses et les accouchements sans risques.

²⁶ Se reporter au lien: www.fsnau.org.

70. Les personnes sous traitement antirétroviral et les usagers tuberculeux souffrant de malnutrition dont l'indice de masse corporelle est inférieur à 18,5 pourront bénéficier des activités de récupération nutritionnelle. Les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant d'une maladie chronique et dont le périmètre brachial est inférieur à 21 centimètres pourront elles aussi avoir accès à ces activités. Les mêmes indicateurs seront utilisés pour décider de la sortie du programme, la durée maximale du traitement étant de six mois pour les personnes sous thérapie antirétrovirale et de huit mois pour les usagers tuberculeux. Les premiers recevront un soutien familial pendant six mois et les seconds pendant huit mois.
71. Le ciblage des distributions de secours dans les villages bénéficiant d'une assistance repose sur des critères liés aux données de référence sur les moyens de subsistance. Les bénéficiaires à même de participer à des activités VCA ou susceptibles d'être pris en charge au titre d'autres activités, comme le programme de supplémentation alimentaire ciblée, seront recensés. La participation des communautés au ciblage garantit la transparence.
72. Dans l'environnement peu sûr et politisé de Mogadiscio, le PAM distribue chaque jour des repas chauds aux personnes les plus vulnérables dans des lieux réservés à cet usage, ce qui constitue un mécanisme d'autociblage pour les distributions de secours.
73. Lorsque les membres d'un ménage sont contraints d'émigrer, les projets ECA, VCA et Vivres pour la formation (VPF) apportent un soutien aux enfants et aux personnes infirmes ou âgées qu'ils ont laissés derrière eux. Ces activités favorisent la participation des femmes.
74. Les objectifs relatifs aux bénéficiaires sont établis compte tenu des analyses des populations qui ont traversé des phases de crise et d'urgence au cours des cinq dernières années, de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, des capacités des partenaires coopérants et des interventions précédentes. Le PAM prévoit de venir en aide à 1,56 million de personnes chaque année, soit 2,9 millions au total. Pour que les chiffres relatifs aux bénéficiaires soient exacts, la base de données du PAM sur les villages tient compte de la population et de la vulnérabilité.
75. Le tableau 1 indique la répartition des bénéficiaires par activité.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ, TYPE ET ANNÉE

Activité	Population cible	Nombre cumulé			
		Année 1 (2013)	Année 2 (2014)	Année 3 (2015)	Total (2013-2015)
Objectif 1: Améliorer la capacité de résistance à moyen et à long terme des communautés vulnérables, moyennant une plus grande collaboration avec les parties prenantes (Objectif stratégique 2)					
ECA/VCA/VPF ^a	Ensemble de la population dans les zones appuyées par le PAM, la FAO et l'UNICEF; le critère de référence est la sécurité alimentaire	61 000	92 000	145 000	183 000
Objectif 2: Rétablir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages victimes de chocs (Objectif stratégique 3)					
ECA/VCA/VPF	Ensemble de la population; le critère de référence est la sécurité alimentaire	208 000	177 000	125 000	318 000
Programme de supplémentation alimentaire ciblée	Enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition; femmes enceintes et mères allaitantes	718 000	718 000	718 000	1 180 000
Dispensaires de SMI, activités préventives de santé et de nutrition	Enfants âgés de 6 à 23 mois; femmes enceintes et mères allaitantes	180 000	189 000	199 000	310 000
Mesure d'incitation à accoucher dans les dispensaires de SMI	Femmes accouchant sous surveillance médicale	240 000	252 000	265 000	757 000
Repas scolaires	Élèves de la première à la huitième année	100 000	120 000	135 000	194 000
Espèces/vivres pour encourager la fréquentation scolaire des filles	Écolières du primaire	45 000	54 000	61 000	77 000
Nutrition des personnes tuberculeuses/séropositives, alimentation collective et soutien aux ménages	Tuberculeux/séropositifs souffrant de malnutrition et leur famille; certaines personnes hospitalisées	100 000	100 000	100 000	204 000
Objectif 3: Protéger les moyens de subsistance en cas de choc et pendant les périodes de vulnérabilité saisonnière (Objectif stratégique 1)					
Supplémentation alimentaire généralisée – saisonnière	Enfants âgés de 6 à 36 mois	122 000	122 000	122 000	366 000
ECA/VCA	Populations dans une situation de crise ^f	50 000	50 000	50 000	75 000
Secours destinés aux ménages: espèces/vivres	Populations dans une situation de crise ^f	575 000	575 000	575 000	863 000
Repas cuisinés	Mogadiscio – ensemble de la population	70 000	70 000	70 000	70 000
Total partiel^c		1 560 000	1 584 000	1 605 000	2 474 000
Secours d'urgence destinés aux ménages: espèces/vivres	Populations dans une situation de crise ^f			400 000 ^b	400 000 ^b
TOTAL^{c, d, e}					2 874 000

^a Les chiffres utilisés pour la planification augmentent de 15 pour cent au cours de l'année 1 et de 25 pour cent au cours de l'année 2, en raison du passage des méthodes appliquées pour l'Objectif stratégique 3 à celles se rapportant à l'Objectif stratégique 2.

^b Les secours d'urgence seront destinés à 400 000 personnes supplémentaires pendant une année de sécheresse.

^c Chiffres corrigés pour éviter le double comptage des personnes bénéficiant d'une assistance au titre de plusieurs activités ou pendant plusieurs années.

^d Le nombre moyen de bénéficiaires est de 1,2 million par mois.

^e Nombre prévu de bénéficiaires recevant des espèces ou des bons: 85 374 au cours de l'année 1, 142 522 au cours de l'année 2 et 142 522 au cours de l'année 3 pour tous les programmes.

^f Populations se trouvant en phase 3 (crise) et 4 (famine) de l'IPC.

CONSIDÉRATIONS D'ORDRE NUTRITIONNEL ET RATIONS; VALEUR DES TRANSFERTS MONÉTAIRES ET DES BONS

76. En Somalie, le régime alimentaire est peu diversifié et pauvre en macronutriments et micronutriments. Les augmentations saisonnières des disponibilités en viande et en lait assurent une part importante des apports en protéines et en micronutriments. Les aliments de base sont le sorgho ou le maïs cultivés dans les régions du sud et du nord-ouest de la Somalie; le riz et les pâtes importés sont en passe de devenir les aliments préférés. Les légumes secs ajoutent des protéines et des micronutriments à la ration sèche.
77. Des suppléments nutritionnels prêts à consommer seront utilisés pour la prévention et le traitement de la malnutrition, car ils sont faciles à distribuer et bien acceptés par les bénéficiaires. L'utilisation de Plumpy'Sup® pour traiter la malnutrition aiguë modérée fait partie d'un protocole PAM/UNICEF harmonisé. D'après des travaux de recherche, les suppléments nutritionnels prêts à consommer sont moins partagés que les céréales composées enrichies.
78. Les rations de secours couvrent au maximum 80 pour cent des besoins énergétiques de l'ensemble de la population pendant les périodes de soudure: la majeure partie de la nourriture des ménages est produite localement ou achetée, même dans les situations d'urgence. Dans les zones où il est plus facile de se procurer des produits animaux ou agricoles, une ration réduite couvrant 55 pour cent des besoins énergétiques sera distribuée.
79. Le Supercereal est inclus dans les rations destinées aux ménages afin de remédier aux carences en micronutriments. Les groupes cibles sont les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer.
80. Les rations des activités VCA ont été calculées de manière à correspondre au taux moyen de rémunération journalière de la main-d'œuvre et elles contiennent un mélange de produits alimentaires équilibré sur le plan nutritionnel.
81. La valeur des transferts monétaires et des bons correspond à celle de la ration équivalente en nature. Elle est calculée sur la base des prix du marché, en utilisant la composante alimentaire du panier de consommation minimum du FSNAU. On surveillera les fluctuations des prix du marché et des devises pour s'assurer que les bénéficiaires reçoivent des rations suffisantes par le biais des transferts monétaires ou des bons.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE/TRANSFERT PAR ACTIVITÉ

Activité	Taille de la ration (grammes/personne/jour)									Nombre de jours d'alimentation par an	Nombre de kilocalories	% de kilocalories d'origine protéique	% de kilocalories d'origine lipidique
	Céréales	Légumes secs	Huile vég.	Supercereal	Sucre	Plumpy'Sup®	Plumpy'Doz®	Biscuits à haute teneur énergétique	Espèces et bons (dollars/ménage/mois)*				
ECA/VCA/VPF	417	56	29	56	–	–	–	–	108	120	2 119	12,5	21,6
Programme de supplémentation alimentaire ciblée Enfants âgés de 6 à 59 mois/femmes enceintes et mères allaitantes	–	–	–	–	–	92	–	–	–	60–120	500	10,2	54,9
Supplémentation alimentaire généralisée saisonnière – enfants âgés de 6 à 36 mois	–	–	–	–	–	–	50	–	–	90	272	10,2	54,9
Supplémentation alimentaire généralisée SMI – femmes enceintes et mères allaitantes	–	–	25	250	–	–	–	–	–	180	1 161	13,2	35
Supplémentation alimentaire généralisée SMI – enfants âgés de 6 à 23 mois	–	–	–	–	–	–	50	–	–	365	272	10,2	54,9
Mesure d'incitation à accoucher dans les dispensaires de SMI	139	56	29	56	–	–	–	–	–	30	1 167	11,7	28,1
Repas scolaires	150	30	25	80	10	–	–	–	–	225	1 214	10,7	25,4
Collations à l'école	–	–	–	–	–	–	–	200	–	225	900	10,7	30,0
Espèces/vivres pour encourager la fréquentation scolaire des filles	–	–	20	–	–	–	–	–	6	270	177	–	100
Soutien nutritionnel aux personnes tuberculeuses/séropositives	–	–	25	250	–	–	–	–	54	180-VIH 240-tuberc.	1 161	13,2	35
Alimentation collective (patients hospitalisés)	450	150	40	90	10	–	–	–	–	30	2 890	12,3	17,6
Appui aux ménages touchés par la tuberculose /le VIH	139	56	29	56	–	–	–	–	–	180–240	1 167	11,7	28,1
Repas cuisinés	375	150	30	40	3	–	–	–	81	312	2 310	13,0	16,1
Ration de secours – 80%	278	56	29	56	–	–	–	–	54	30–180	1 631	12,3	25,0
Ration de secours – 50%	139	56	29,0	56	–	–	–	–	–	30–180	1 146	12,6	31,2

* Valeur moyenne en dollars par modalité. La valeur réelle sera établie sur la base des prix locaux.

TABLEAU 3: TOTAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES/ESPÈCES ET BONS REQUIS, PAR ACTIVITÉ

Activité	Céréales	Légumes secs	Huile végétale	Supercereal	Sucre	Suppléments nutritionnels prêts à consommer*	Biscuits à haute teneur énergétique	Total (en tonnes)	Espèces/bons (en dollars)
ECA/VCA/VPF	75 156	10 093	5 227	10 093	–	–	–	100 569	14 395 190
Programme de supplémentation alimentaire ciblée Enfants âgés de 6 à 59 mois, femmes enceintes et mères allaitantes	–	–	–	–	–	14 754	–	14 754	–
Supplémentation alimentaire généralisée SMI – enfants âgés de 6 à 23 mois	–	–	–	–	–	2 820	–	2 820	–
Supplémentation alimentaire généralisée SMI – femmes enceintes et mères allaitantes	–	–	940	9 402	–	–	–	10 342	–
Supplémentation alimentaire généralisée saisonnière – enfants âgés de 6 à 36 mois	–	–	–	–	–	1 745	–	1 745	–
Mesure d'incitation à accoucher dans les dispensaires de SMI	3 099	1 249	647	1 249	–	–	–	6 244	–
Repas scolaires	13 460	2 693	2 243	7 179	897	–	–	26 472	–
Collations à l'école	–	–	–	–	–	–	176	176	–
Espèces/vivres pour encourager la fréquentation scolaire des filles	–	–	761	–	–	–	–	761	945 714
Nutrition des personnes tuberculeuses/séropositives, alimentation collective et appui aux ménages	21 487	7 162	1 910	4 297	476	–	–	35 332	1 262 588
Repas cuisinés	28 350	11 340	2 268	3 024	227	–	–	45 209	–
Ration de secours – 80%	140 024	34 687	17 961	34 687	–	–	–	227 359	16 802 614
Ration de secours – 50%	13 050	5 256	2 724	5 256	–	–	–	26 286	8 709 166
TOTAL	294 626	72 480	34 681	75 187	1 600	19 319	176	498 069	42 115 272

* Le Plumpy'Sup® est utilisé dans les programmes de traitement et le Plumpy'Doz® dans les programmes de prévention.



DISPOSITIF D'EXÉCUTION

82. Les activités et les niveaux d'engagement varieront suivant la région. Les bénéficiaires seront ciblés selon le degré de stabilité, les pénuries alimentaires saisonnières et les capacités des pouvoirs publics et des partenaires dans chaque région.
83. Conformément aux recommandations issues de l'évaluation du portefeuille d'activités, il faut renforcer les capacités du personnel pour faire en sorte que le suivi, la participation des communautés et les partenariats soient satisfaisants. Les activités les plus intensives ont été couronnées de succès, mais elles exigent d'augmenter les effectifs des responsables techniques des programmes, d'améliorer la logistique et de renforcer l'appui apporté sur le plan de la sécurité. Les effectifs tiennent compte des congés de détente des fonctionnaires internationaux et des dotations en personnel des bureaux de section et des bureaux auxiliaires, qui ont une incidence sur les coûts d'appui directs. Lorsque l'accès est limité, le PAM est tributaire des partenaires coopérants et des tiers responsables du suivi.

Participation

84. Le PAM favorisera la participation des communautés à la planification et à l'exécution des activités en créant des comités, ainsi que l'évaluation l'a recommandé. Il donnera aux bénéficiaires davantage de renseignements sur les rations et les critères de ciblage, par le biais d'émissions radiophoniques et d'une permanence téléphonique à l'intention des communautés.
85. Le PAM utilise des cartes de rationnement, des registres et des listes de bénéficiaires pour garantir la transparence du ciblage. Lorsque cela est possible, les cartes de rationnement sont établies au nom des femmes. L'autociblage est utilisé à Mogadiscio pour le programme de repas cuisinés. Pour toutes les activités, l'identification et l'enregistrement des bénéficiaires incombent aux partenaires d'exécution, sous la conduite du PAM.
86. Le Gouvernement et les autorités locales seront consultés régulièrement pour étudier les approches adoptées par le PAM ainsi que les éléments nouveaux des stratégies gouvernementales.

Partenaires

87. Le PAM collaborera avec ses homologues gouvernementaux et avec les 110 ONG qui sont des partenaires, dont les rôles devraient être renforcés. En particulier, les activités ECA et VCA mettront à profit l'expérience des deux ONG qui participent aux projets de création d'avoirs, ainsi que l'expérience acquise dans d'autres pays où des interventions visant à renforcer la résilience ont été reproduites à plus grande échelle. Le PAM développera les capacités des partenaires coopérants, moyennant une formation et des ateliers.
88. Le PAM continuera de travailler en partenariat avec la FAO pour les activités relatives à l'agriculture et aux moyens de subsistance, avec l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé pour les questions de santé et de nutrition, avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour les problèmes concernant les personnes déplacées, avec l'UNICEF pour l'éducation et avec le FSNAU pour les évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Capacités

89. Le PAM dispose de bureaux de section à Hargeisa, Bossaso, Galkayo et Mogadiscio, et de bureaux auxiliaires à Berbera et Garowe. Il est prévu de soutenir davantage le bureau de section de la frontière méridionale et d'ouvrir des bureaux dans les zones sûres et accessibles.
90. Sur les 596 membres du personnel du PAM prévus au budget pour l'IPSR 200443, 65 pour cent seront en poste en Somalie, dont 57 fonctionnaires internationaux.
91. Les capacités des partenaires sont limitées du fait du manque de personnel qualifié, de l'insuffisance des équipements et du matériel, et des difficultés d'accès. Le PAM cherche à remédier à ce problème, en s'attachant à donner aux communautés les moyens de faire face aux chocs, et il étudie les possibilités d'étoffer la liste des partenaires coopérants et des fournisseurs disponibles.

Articles non alimentaires

92. Le PAM veillera à ce que les articles non alimentaires, tels que les ustensiles de cuisine, le matériel de dépistage pour les programmes nutritionnels et l'équipement pour les activités ECA et VCA, soient fournis.
93. Dans le cadre de la stratégie mise en œuvre par le PAM pour améliorer la qualité des projets, concernant notamment les approches à moyen terme et la nutrition, les investissements en faveur du renforcement des capacités seront augmentés afin de garantir la durabilité.

Impact sur l'environnement

94. Le PAM envisage d'utiliser des fourneaux à bon rendement énergétique pour ses programmes de repas scolaires; si le projet pilote donne de bons résultats, ces fourneaux seront mis en service progressivement.
95. Le PAM collabore avec la FAO, le Fonds international de développement agricole et d'autres organismes pour garantir que les réservoirs, les barrages et les trous de sonde n'auront pas d'effets préjudiciables sur l'environnement.

Modes d'acheminement

96. La majeure partie des produits alimentaires du PAM arrive par mer et est transportée en Somalie depuis Mombasa, Dar es-Salaam et Djibouti; les ports de Mogadiscio, Bossaso et Berbera sont les principaux points d'entrée. Depuis 2007, les navires du PAM sont protégés par des escortes navales.
97. Les produits sont livrés aux 1 200 points de distribution finale et aux six points de livraison avancés; chacun de ces points est doté de personnel responsable de la logistique et de systèmes de suivi des denrées. Des contrats sont passés avec des entreprises commerciales pour le transport maritime et terrestre.
98. Les partenaires coopérants transportent eux-mêmes les vivres destinés à quelques activités, en particulier à Mogadiscio où leurs entrepôts se trouvent à une certaine distance des sites de distribution, pour des raisons de sécurité.
99. Le système des bons en papier institué pour l'opération d'urgence 200281 continuera d'être utilisé pendant la mise au point d'un système électronique. Pour les transferts d'espèces et de bons, on tirera parti du vaste réseau de télécommunications de la Somalie.

100. Pour ce qui est des transferts monétaires effectués dans le cadre des repas scolaires destinés à encourager l'assiduité des filles, un examen des systèmes en vigueur, transferts électroniques et *hawalas*²⁷, permettra d'établir quelle est la meilleure méthode.

Passation des marchés

101. Jusqu'à présent, le PAM a acheté le maïs, les légumes secs et le Supercereal au Kenya, en Afrique du Sud et en Ouganda. Il continuera d'examiner la possibilité de procéder à des achats dans le pays.

102. En collaboration avec la FAO, le Fonds international de développement agricole et d'autres organismes, le PAM renforcera ses liens avec les agriculteurs et les petits négociants. Les activités ECA et VCA contribueront à maximiser la production agricole.

SUIVI DE L'EXÉCUTION

103. L'IPSR est dotée d'un système de suivi et d'évaluation ayant fait ses preuves, avec notamment une permanence téléphonique qui permet aux bénéficiaires de donner des informations en retour.

104. Les effets directs seront mesurés en se fondant sur les données recueillies par le PAM et par les tiers chargés du suivi, les évaluations du FSNAU, les rapports des partenaires coopérants, les renseignements fournis par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et les données des partenaires sur ces maladies. La pertinence des modalités de transfert sera réexaminée en cas d'évolution du contexte et les dispositifs en place seront adaptés le cas échéant.

105. En collaboration avec les bureaux de section, des tiers formés par le PAM assureront le suivi là où l'accès est limité. Lorsque l'accès par route est difficile, les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies effectueront des vols à des fins de suivi.

106. Lorsque cela sera possible, le PAM participera à des activités conjointes de suivi et d'évaluation avec ses homologues du Gouvernement et des Nations Unies. Des contrôleuses et des enquêtrices supplémentaires seront recrutées pour que les avis des femmes bénéficiaires soient pris en compte.

107. Donnant suite à l'évaluation du portefeuille de pays, des études d'impact sur la nutrition, les secours, l'éducation et les capacités de survie seront réalisées; des études thématiques porteront sur l'analyse des marchés et l'élevage, et des évaluations rapides seront effectuées régulièrement. Le PAM évaluera l'IPSR 200443 au cours de la dernière année d'exécution.

GESTION DES RISQUES

108. On ignore comment la situation politique et les conditions de sécurité vont évoluer, en particulier dans le sud, mais le PAM maintient les dispositions qu'il a prises en matière de préparation préalable et de coordination.

109. La reprise des activités dans les zones qui sont actuellement contrôlées par le groupe Al-Chabab aurait une incidence sur l'ampleur de l'IPSR 200443, puisque 1 million de personnes supplémentaires auraient besoin d'une assistance.

²⁷ Les *hawalas* sont un système de transfert d'argent qui remplace les banques, inexistantes; les transferts électroniques permettent d'envoyer des fonds avec des téléphones portables.

110. Le principal risque pour l'exécution est l'insécurité. En cas de changement dans la situation concernant le conflit, l'accès à certaines zones pourrait devenir plus difficile, et Al-Chabab pourrait reprendre le contrôle de certains quartiers de Mogadiscio, des zones frontalières et du centre de la Somalie.
111. Les principaux risques opérationnels pour l'IPSR 200443 sont indiqués dans une matrice des risques (voir l'annexe III):
- risques contextuels – insécurité, absence de gouvernance, apparition d'entités semi-autonomes, faiblesse des institutions et des structures financières, et sécheresse;
 - risques programmatiques – restriction de l'accès, dépendance à l'égard du suivi assuré par des tiers, interdiction des opérations du PAM dans les zones contrôlées par Al-Chabab et afflux potentiel de nouveaux bénéficiaires, et insuffisance du financement des donateurs;
 - risques institutionnels – détournement de l'assistance, corruption imputable aux partenaires, conditions imposées au financement, et atteinte à la réputation.
112. Dans son dispositif de gestion des risques, le PAM donne la priorité à la supervision du personnel, des partenaires et des processus; il prévoit un suivi assuré par des tiers, l'amélioration de la conception des programmes, plus d'ouverture et de transparence dans la planification, et l'amélioration du ciblage et des procédures opérationnelles normalisées. Il continuera de faire partie de l'unité du bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies chargé de la gestion des risques.
113. Les risques associés aux différentes modalités de transfert seront évalués en fonction du contexte. Les vivres pourraient être vendus par les bénéficiaires pour couvrir d'autres besoins, ce qui risquerait de porter atteinte à la réputation du PAM. Les transferts d'espèces et de bons sont soumis aux fluctuations des prix, ce qui pourrait compromettre l'accès des bénéficiaires aux vivres. Le suivi des négociants participant aux activités et des cours permettra d'adapter rapidement les interventions possibles.
114. Le PAM participera aux activités de planification des interventions d'urgence des Nations Unies et utilisera les méthodes de préparation aux crises et de planification des interventions pour faire face au conflit, à la sécheresse, au retour des réfugiés et à l'éventuelle reprise des activités dans les zones contrôlées par Al-Chabab.
115. Le PAM a conservé le personnel national des bureaux du sud du pays, et il maintient une liste d'agents nationaux ainsi que des contacts avec des partenaires coopérants et des transporteurs auxquels il a eu recours précédemment.
116. L'absence de continuité dans les contributions obligerait le PAM à donner la priorité aux secours et réduirait les possibilités de partenariat avec la FAO, l'UNICEF et les donateurs.

SÉCURITÉ

117. La situation en matière de sécurité est instable. Le Somaliland est en proie à des conflits entre clans et l'opposition au gouvernement est de plus en plus forte dans les districts bordant le Puntland. Al-Chabab continue de faire planer la menace d'actes terroristes à Mogadiscio et le long des frontières avec le Kenya et l'Éthiopie.

118. Des dispositions ont été prises pour modifier les opérations en cas d'évolution des conditions de sécurité. Compte tenu des menaces pesant sur le personnel humanitaire, le PAM a mis au point un modèle de gestion prévoyant des liens avec les conseillers en matière de sécurité, les autorités locales et les chefs des communautés afin que l'accès soit assuré en permanence.
119. Le personnel international et national devra suivre une formation en matière de sécurité à Nairobi; les autres agents seront formés sur leur lieu de travail.
120. Faute de services de sécurité extérieurs fiables, les dépenses encourues pour établir des normes minimales de sécurité opérationnelle sont élevées. Les dépenses d'équipement du PAM concerneront notamment un nouveau centre à Dolow.
121. Des véhicules blindés et du matériel de sécurité supplémentaires sont nécessaires pour garantir un accès sans risques. Dans les zones où les véhicules des Nations Unies ne peuvent pas être utilisés, la location de véhicules entraîne des frais additionnels. Du fait de l'insécurité, il est impossible d'installer du matériel de télécommunications. Il faut utiliser des téléphones satellites, car les réseaux VHF sont limités et les réseaux de téléphonie mobile ne sont pas fiables.
122. Afin d'assurer la sécurité des déplacements, le PAM gère les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies dans le cadre d'une opération spéciale.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	294 626	100 626 361	
Légumes secs	72 480	43 477 350	
Huile et matières grasses	34 681	55 597 722	
Aliments composés et mélanges	94 682	110 953 943	
Autres	1 600	1 020 023	
Total, produits alimentaires	498 069	311 675 399	
Transferts monétaires		7 199 267	
Distributions de bons		34 916 005	
Total partiel, produits alimentaires, transferts et bons			353 790 671
Transport extérieur			61 396 334
Transport terrestre, entreposage et manutention			153 335 522
Autres coûts opérationnels directs			69 225 033
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			168 688 755
Total des coûts directs pour le PAM			806 436 315
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			56 450 542
COÛT TOTAL POUR LE PAM			862 886 857

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil au cours de la période d'exécution du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	68 140 080
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	6 878 841
Personnel local – agents des services généraux	7 169 364
Personnel local – personnel temporaire	20 098 910
Personnel local – heures supplémentaires	619 638
Primes de risque et de sujétion	5 877 650
Consultants internationaux	625 320
Volontaires des Nations Unies	531 576
Consultants	7 425 327
Voyages officiels du personnel	15 395 212
Total partiel	132 761 918
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	3 091 814
Charges courantes (électricité, etc.)	4 236 768
Fournitures de bureau et petit matériel	848 760
Services de communications	2 150 922
Réparation et entretien du matériel	288 000
Exploitation et entretien des véhicules	2 318 400
Aménagement des bureaux et réparations	5 654 366
Prestations de services d'organismes des Nations Unies	2 652 643
Total partiel	21 241 673
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	1 601 400
Matériel de communication	4 560 959
Dépenses locales de sécurité	8 522 805
Total partiel	14 685 164
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	168 688 755

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Stabilisation de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans les zones ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille, en pourcentage) inférieure à la moyenne sur cinq ans de 17,9%, correspondant à la prévalence de la malnutrition aiguë globale 	Des conflits ou des catastrophes naturelles ne perturbent pas la production et la consommation alimentaires Il n'y a aucune poussée de rougeole, de choléra ou de grippe aviaire
Effet direct 1.2 Amélioration de la consommation alimentaire des ménages ciblés pendant la période couverte par l'assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages \geq 80% pour l'ensemble des groupes de ménages ayant une consommation limite ou acceptable 	Les partenaires fournissent les articles non alimentaires complémentaires tels que l'eau et les installations d'assainissement Un nombre suffisant d'agents qualifiés dans le domaine de la nutrition et de la santé sont disponibles Tous les bénéficiaires ciblés ont accès aux services nutritionnels et sanitaires de base
Produit 1.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité, espèces et bons distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des vivres, des articles non alimentaires, des espèces et des bons, par catégorie, activité et modalité de transfert, et en % des prévisions ➤ Quantité de vivres et valeur des espèces et des bons distribués, par type, en % des prévisions ➤ Pourcentage de bons échangés ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type, en % des prévisions et de la distribution effective 	Les approvisionnements vivriers et l'assistance sont prévisibles et stables Les conditions de sécurité permettent au PAM et à ses partenaires de mettre en œuvre les activités et de contrôler l'efficacité Le détournement de l'assistance peut être évité moyennant la vérification et le suivi des bénéficiaires Les malversations relatives aux transferts monétaires peuvent être limitées en surveillant les marchés
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 2.1 Mise en place et renforcement des systèmes d'alerte rapide, des plans d'urgence et des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, avec l'appui du PAM en matière de renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Amélioration de l'indice de préparation aux catastrophes dans les zones/ministères concernés 	Les capacités des gouvernements et des partenaires sont suffisantes et prévisibles, et favorisent l'intégration des services Un nombre suffisant de membres qualifiés du personnel du gouvernement et des partenaires est disponible pour faciliter l'exécution Le PAM forme le personnel des partenaires coopérants afin de renforcer leurs capacités
Effet direct 2.2 Réduction des risques dans les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accroissement du score concernant les avoirs des communautés par rapport à la valeur de référence dans au moins 80% des communautés bénéficiant d'une assistance 	
Produit 2.1 Voir le produit 1.1		

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 2.2 Avoirs servant à atténuer les effets des catastrophes créés ou remis en état par les communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Création ou remise en état des avoirs servant à réduire les risques et à atténuer les effets des catastrophes, par type et unité de mesure 	
<p>Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition</p>		
<p>Effet direct 3.1 Stabilisation aux niveaux d'avant la crise des taux de scolarisation des filles et des garçons, y compris chez les personnes déplacées et les réfugiés, dans les écoles bénéficiant d'une assistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de poursuite des études des filles et des garçons $\geq 85\%$ ➤ Ratio filles-garçons scolarisés = 1/1 	Mêmes hypothèses que pour les Objectifs stratégiques 1 et 2
<p>Effet direct 3.2 Réduction de la malnutrition aiguë parmi les populations ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réduction de 10% de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille, en pourcentage) ➤ Avec la supplémentation alimentaire, taux de récupération $>75\%$, taux de mortalité $<3\%$, taux de non-respect $<15\%$ et taux de non-réponse $<5\%$ ➤ Réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë mesurée selon le périmètre brachial dans le groupe cible des enfants âgés de 6 à 36 mois visés par les interventions de supplémentation alimentaire généralisée et de SMI 	
<p>Effet direct 3.3 Amélioration de la récupération nutritionnelle des personnes sous traitement antirétroviral et des usagers tuberculeux</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de récupération nutritionnelle des usagers tuberculeux et sous traitement antirétroviral $>75\%$ 	
<p>Effet direct 3.4 Amélioration de l'accès aux avoirs productifs</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Augmentation du score des communautés relatif aux avoirs par rapport à la valeur de référence dans au moins 80% des communautés bénéficiant d'une assistance 	
<p>Produit 3.1 Voir le produit 1.1</p>		

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 3.2 Moyens de subsistance mis au point, créés ou remis en état par les communautés et les individus ciblés</p>	<p>➤ Nombre d'avois communautaires créés ou remis en état par les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	
<p>Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</p>		
<p>Effet direct 5.1 Progrès dans l'appropriation par le gouvernement des solutions au problème de la faim</p>	<p>➤ Amélioration de l'indice national de capacité par rapport à la valeur de référence dans les zones concernées par les activités de santé/nutrition ➤ Amélioration de l'indice national de capacité par rapport à la valeur de référence dans les zones concernées par les activités d'éducation</p>	<p>La situation politique et les conditions de sécurité restent stables La stabilité du gouvernement, les ressources disponibles et l'intérêt pour les partenariats permettront d'obtenir la mobilisation requise</p>
<p>Produit 5.1 Capacités et sensibilisation renforcées par le biais d'activités conduites par le PAM</p>	<p>➤ Nombre d'homologues gouvernementaux formés à la conception et la planification des programmes, aux procédures et aux pratiques d'exécution, par catégorie</p>	<p>Un nombre suffisant de membres qualifiés du personnel du gouvernement et des partenaires est disponible pour faciliter l'exécution</p>

ANNEXE III: MATRICE DES RISQUES		
Risques	Atténuation	Risques résiduels
Risques institutionnels		
<p>Du fait du détournement de vivres du PAM et de la vente de rations par les bénéficiaires, des produits du PAM apparaissent sur les marchés et alimentent le commerce transfrontalier. Ce risque financier, susceptible de nuire à la réputation du PAM, aurait des répercussions sur l'exécution des programmes.</p>	<p>Opérer un recentrage sur des interventions plus ciblées pour veiller à ce que l'assistance parvienne à ceux qui en ont le plus besoin et pour réduire les erreurs d'inclusion.</p> <p>Améliorer les procédures opérationnelles normalisées pour limiter l'éventualité de ventes par les bénéficiaires après les distributions, préciser les rôles des partenaires coopérants pendant la distribution, affiner les directives de ciblage et accroître la transparence.</p> <p>Mettre en place un dispositif permettant de recueillir les réactions des bénéficiaires [achevé à la mi-2010]; faire mieux connaître les modalités de distribution à la faveur d'émissions radiodiffusées et d'autres moyens de communication.</p> <p>Améliorer la coordination avec les partenaires pour faire en sorte que les communautés ciblées reçoivent l'assistance sous des formes qui non seulement répondent aux besoins alimentaires immédiats mais traitent aussi les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.</p>	<p>Le détournement de produits alimentaires n'est pas complètement éliminé.</p>
<p>Le niveau d'insécurité limite l'accès à certaines zones d'opération.</p>	<p>Recourir au suivi par une tierce partie pour assurer une couverture adéquate dans les zones inaccessibles.</p> <p>Prévoir des moyens pour effectuer régulièrement un suivi transfrontalier au titre de l'IPSR 200443, sous réserve des disponibilités financières.</p> <p>Organiser la coordination dans le cadre du module de la sécurité alimentaire pour veiller à ce que l'assistance soit dispensée dans les zones inaccessibles.</p>	<p>Les contraintes d'accès limitent la surveillance exercée par les tiers chargés du suivi.</p>
<p>L'insécurité met en danger la santé et la sûreté du personnel du PAM; certaines ressources peuvent être détournées ou endommagées.</p>	<p>Renforcer l'adhésion des communautés et des autorités locales aux stratégies et approches du PAM.</p> <p>Respecter les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile.</p>	<p>Certains risques touchant la sécurité subsistent.</p>



ANNEXE III: MATRICE DES RISQUES

Risques	Atténuation	Risques résiduels
Les capacités et la disponibilité des partenaires coopérants et des prestataires de services sont limitées.	Poursuivre la formation à l'intention du personnel des partenaires coopérants sur les questions touchant les programmes. Poursuivre le travail de recensement des prestataires de services.	La rotation du personnel des partenaires coopérants est importante.
Le conflit se propage à de nouvelles régions et entrave l'accès.	Lorsque cela est possible et en conformité avec les principes humanitaires, négocier avec les parties qui exercent le contrôle pour pouvoir accéder aux populations dans le besoin. Donner plus d'ampleur au suivi effectué par des tiers en fonction des besoins et sur la base des enseignements tirés.	Certaines zones demeurent inaccessibles.
Le contexte du financement est délicat.	Continuer à sensibiliser les donateurs aux besoins humanitaires et à préconiser auprès de l'équipe de pays des Nations Unies de puiser sur les fonds humanitaires communs pour financer l'assistance alimentaire.	Il subsiste un risque lié au financement en raison du contexte opérationnel.
Les besoins augmentent pour les populations qui vivent dans des zones inaccessibles et pour celles qui fuient ces zones.	Continuer à plaider pour l'obtention de financements par le biais des mécanismes humanitaires et des donateurs. Revoir si nécessaire les critères de distribution.	L'afflux soudain de bénéficiaires provenant de zones inaccessibles a une incidence sur les ressources. De nouvelles interdictions frappant les organismes des Nations Unies et les ONG ont pour effet de réduire la capacité à répondre aux besoins existants.
Risques contextuels		
Les menaces pesant sur la sécurité et l'instabilité ont des répercussions sur les communautés.	Mettre en place un gouvernement permanent suite aux récentes élections.	Les fractures dans la société subsistent et plusieurs administrations locales restent en place.
Des difficultés sont rencontrées dans la conduite du recensement: des divergences existent entre les estimations des Nations Unies et celles de la Banque mondiale.	Élaborer une base de données au niveau des villages pour définir les priorités là où les secours sont programmés, en prenant en compte les données démographiques ainsi que les indicateurs de vulnérabilité d'ordre politique et socio-économique. [action achevée] Utiliser la programmation nutritionnelle et le dépistage pour déterminer les besoins alimentaires des ménages. Mettre à jour les données démographiques. [Fonds des Nations Unies pour la population, avec le soutien du PAM]	Des erreurs d'exclusion ou d'inclusion subsistent au niveau des villages dans certaines zones.

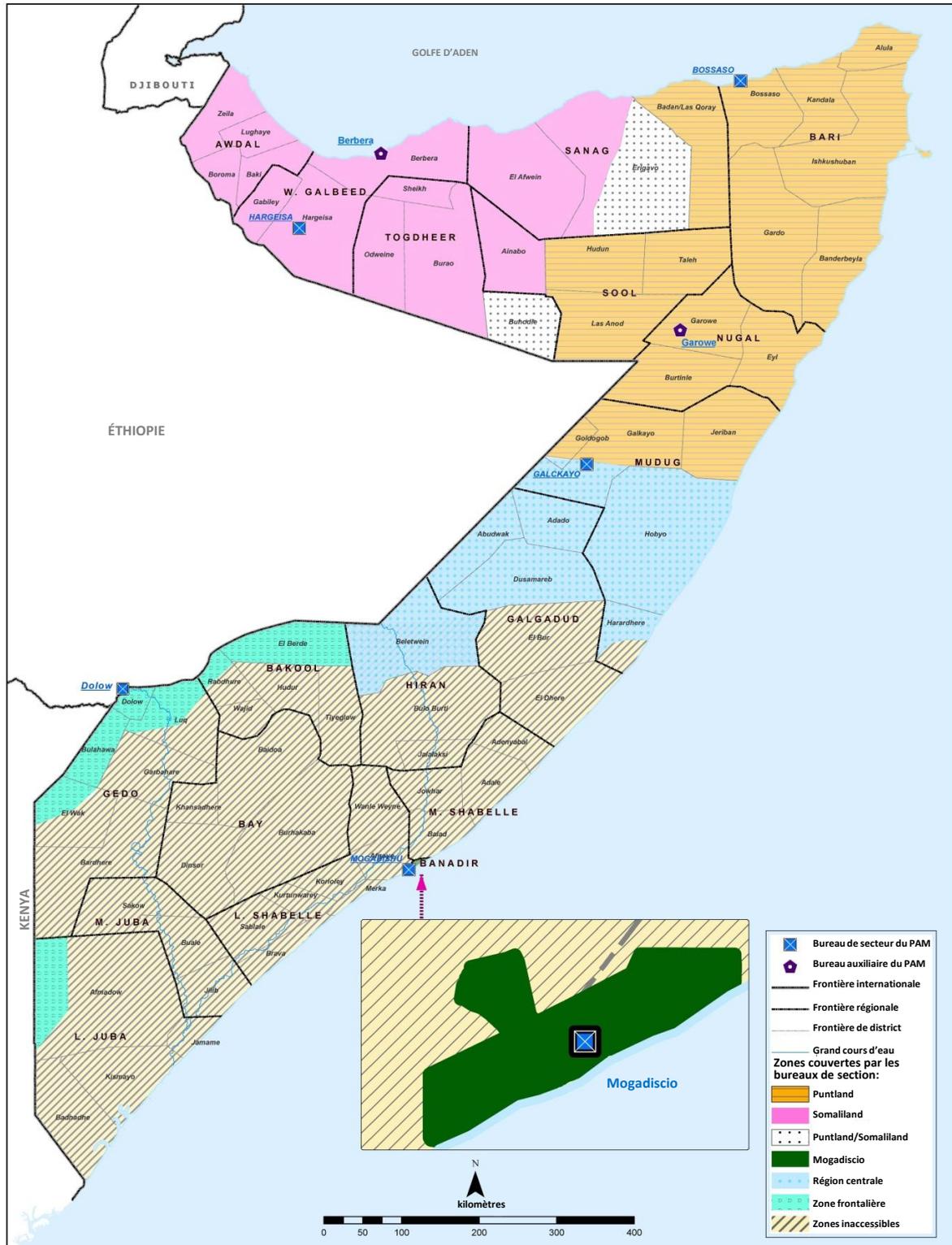
ANNEXE III: MATRICE DES RISQUES

Risques	Atténuation	Risques résiduels
Risques programmatiques		
<p>Les transferts monétaires et sous forme de bons sont exposés au risque que l'inflation ou les fluctuations des monnaies ne permettent plus aux bénéficiaires d'acheter suffisamment de nourriture; l'approvisionnement pourrait être entravé par la fermeture des marchés ou des pénuries.</p>	<p>Déterminer au moyen d'évaluations mensuelles s'il y a lieu de modifier la valeur ou les modalités des transferts.</p> <p>Continuer à surveiller les marchés et à renforcer les capacités.</p>	<p>La fluctuation de la valeur des transferts a des répercussions pour les bénéficiaires.</p>
<p>L'assistance alimentaire et non alimentaire est détournée.</p>	<p>Procéder au suivi systématique de toutes les activités ainsi qu'à des vérifications ponctuelles.</p> <p>Pour les transferts monétaires et les bons:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) prévoir des pénalités et la disqualification des négociants qui ne respectent pas les règles; ii) examiner les procédures de sélection des bénéficiaires et vérifier les listes au moyen des cartes d'identité; iii) renforcer les mesures de sécurité aux points de distribution; iv) veiller à la confidentialité des listes de bénéficiaires; et v) procéder à temps et de manière systématique aux décaissements des fonds et aux vérifications. 	<p>Les limitations d'accès contribuent à faire subsister un risque résiduel de détournement.</p>
<p>Les difficultés rencontrées dans le suivi des interventions sont aggravées par la dépendance à l'égard des partenaires coopérants et des tiers chargés du suivi.</p>	<p>Établir des procédures de suivi normalisées à l'intention des partenaires coopérants.</p> <p>En cas de détérioration de la sécurité, déployer des organismes tiers ou suspendre les interventions.</p> <p>Améliorer le suivi et l'évaluation pour équilibrer normes à respecter et qualité et pour guider la conception et l'exécution des programmes au moyen d'informations plus précises.</p>	<p>Le risque de détournement subsiste faute de contrôle direct exercé par le personnel du PAM.</p> <p>Le suivi limité ou l'attention que l'on continue d'accorder au respect des normes entraîne un niveau réduit d'effets directs ou une analyse restreinte de l'impact des opérations.</p>
<p>La taille des rations distribuées aux ménages, qui a été établie sur la base de familles de six membres, peut ne pas correspondre au nombre effectif de personnes.</p>	<p>Adopter une approche plus ciblée pour atteindre les plus vulnérables; revoir les critères de distribution et distribuer les denrées sur la base de la taille effective des familles (si possible).</p>	<p>Les ménages déclarent un nombre très exagéré de membres, ce qui ne conduit pas nécessairement à corriger la taille des rations.</p>

ANNEXE IV



ZONES COUVERTES PAR LES BUREAUX DE SECTION DU PAM EN SOMALIE



Carte établie le 23 mai 2012 par l'Unité du Bureau du PAM pour la Somalie chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité

Données: WGS 1984, 38N
Sources des données: PNUD, FSNAU, PAM

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ECA	Espèces pour la création d'avoirs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FSNAU	Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition
IPC	cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SMI	santé maternelle et infantile
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VPF	Vivres pour la formation